

CR PUUSP CS 16.10.2018

Le CS s'est tenu en présence du président. Il a été principalement question de plusieurs gros projets.

Nous avons débuté par la traditionnelle séance d'informations.

Points variés:

Le premier point a concerné les négociations portées par Couperin pour le compte des universités (cela représente de l'ordre de 700k€ pour l'établissement retenu au niveau du ministère). Pour Elsevier, la négociation patine pour l'Allemagne. La France pourrait suivre la position de l'Allemagne. Dans tous les cas, il n'est pas imaginable de changer de modèle de manière instantanée (tout via les éditeurs privés versus rien via ces éditeurs) et il faudra inventer et mettre en place une période de transition à partir du modèle actuel.

La région Grand-Est envoie les évaluations des AAP 2017. Elle a lancé un AAP 2018 pour les post-docs (calendrier avancé de 3 mois) et le financement des manifestations scientifiques.

Le poste de DRRT Grand Est est vacant. Les candidatures sont donc ouvertes, mais attention la réforme du territoire pourrait conduire à renouveler le statut dès 2020.

Par ailleurs, les dossiers pour la phase 4 concernant les pôles de compétitivité ont été déposés.

Du côté de LUE deux projets Impacts ont été lancés (OLKI et DEEPSURF).

La journée Science Ouverte du 11/10 sera bientôt en ligne (plus de 100 personnes) dont beaucoup de partenaires extérieurs.

Pour l'établissement, plusieurs événements sont prévus :

- 18/10 : élection du directeur du CLED
- 19/10 : remise diplôme de thèse 17-18
- 22/10 : Accueil des nouveaux émérites

• 12/11 : cérémonie Doctor Honoris Causa à la FST (attention, il n'y a plus une seule cérémonie, mais autant que de lauréats. Les présentations sont d'ailleurs accessibles sur la chaîne vidéo de l'établissement, comme celle de Michael Backes : https://videos.univ-lorraine.fr/index.php?act=view&id_col=493)

Côté PIA recherche, les projets (e.g., EUR) sont pour le moment en standby

Gros projets:

Le premier gros projet qui nous a été présenté pour information concerne la réponse à l'appel à projets pilotes d'universités européennes. Le programme cherche à construire des collaborations entre 4 et 6 établissements sur au moins 3 pays, le tout portant sur les volets recherche et formation. Il s'agit de chercher à récupérer de l'ordre de 5M€ dans un premier temps et probablement ensuite pouvoir émarger sur d'autres appels français, voire européens. La réponse est principalement basée sur l'UniGr, ce qui nous donne une certaine avance dans la construction de la réponse. Huit groupes de travail travaillent sur les aspects scientifiques et d'organisation. Les

grandes thématiques de base sur lesquelles la réflexion est lancée sont: l'économie circulaire, les matériaux, l'Europe dans un monde en évolution, les sociétés saines, et santé-vieillesse-bien être. Un document de positionnement général sera présenté au prochain CA de l'UL, avant un projet définitif pour février 2019. Pour rappel, l'UniGr rassemble 6 établissements sur 4 pays, soit 135 000 étudiants.
<http://www.uni-gr.eu/>

Puis nous avons eu une présentation de la SATT SAYENS (ex-Grand Est). Pour mémoire, la SATT est un rassemblement d'actionnaires publics dont l'objectif est d'accompagner le transfert technologique vers des privés... La présentation est revenue sur le mode de fonctionnement ainsi que trois projets à différents niveaux de maturation. D'après notre compréhension, la SATT fonctionne comme une entreprise qui cherche in fine (à long terme) à être rentable à partir des résultats de la recherche. Il s'agit donc de mettre en place des processus rentables à partir de fonds publics. Les processus d'identification des projets à porter à maturation ne sont pas très clairs, comme il n'est pas clair que toutes les disciplines sont également couvertes. Il n'a pas été fait mention non plus d'une réflexion sur la valeur financière de la production scientifique non marchande (par exemple considérer la valeur d'un ensemble de données qui n'est pas marchandisable pour lui-même). Il est à noter que l'investissement de l'UL vers cette structure est de plusieurs millions par an (via des fonds dédiés venant du ministère).

Enfin, le troisième gros point a concerné la réponse à l'appel à projets « Instituts interdisciplinaires d'intelligence artificielle » (3IA). Suite au rapport Villani, il a été identifié par les décideurs politiques que la France prenait effectivement du retard dans le développement des théories et solutions sur l'Intelligence Artificielle, et que le potentiel humain de la recherche publique était en cours d'appauvrissement étant donné les importants recrutements des GAFAM. L'appel devrait voir émerger 4 à 6 instituts en France pour 20 à 30 M€ en tout. La pression reste importante car des grands centres sont déjà identifiés au niveau national. Dans tous les cas, il s'agit de co-financement PIA, établissement et industrie. L'objectif est d'ancrer des chercheurs dans les territoires. La réponse proposée est basée sur des chaires principalement en interne mais aussi à l'extérieur. Elle se focalise sur 4 thèmes : IA responsable, L'humain dans la boucle, l'IA à partir de peu de données et l'IA sur des supports peu dotés (mobile, portable, ...). L'un des objectifs est aussi de doubler le nombre d'étudiants formés en IA.

Nous avons ensuite reconduit les conditions d'attribution de la PEDR pour l'année prochaine (passage par les CNU). Les dossiers de demande de soutien aux jeunes chercheurs (Région 2018) sont tous transmis sauf ceux pour lesquels il y avait des difficultés dans le montage financier. 5 membres du conseil ont rejoint le comité de sélection des contrats doctoraux LUE, puis nous avons passé en revue les LIA, GDR et GIS. À ce sujet nous avons décidé de déléguer aux pôles la validation des GDR.

Maxime Amblard
Lydéric France
élus PUUSP (Pour Une Université de Service Public)